



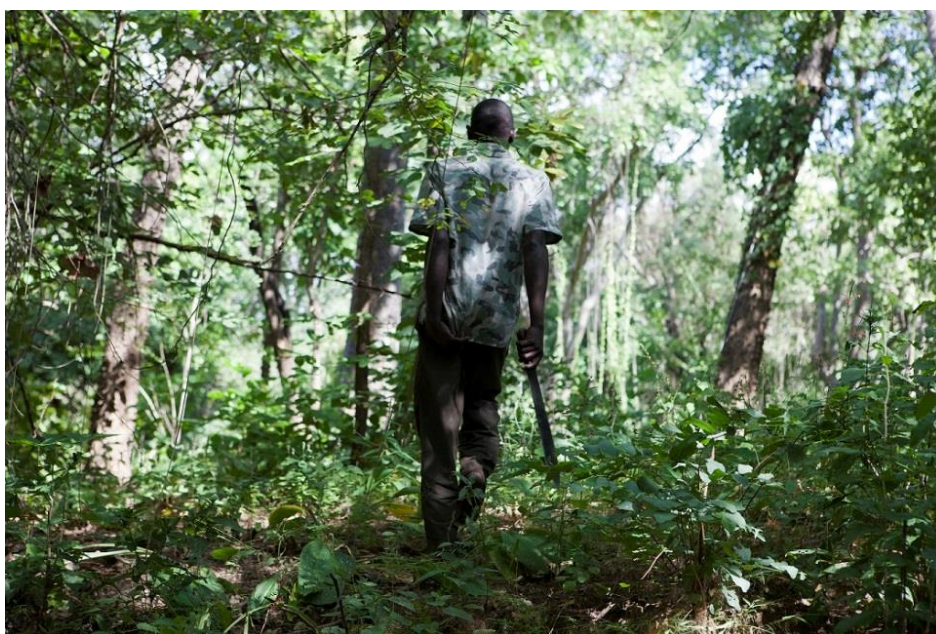
La Chine en Afrique – examiner l'investissement dans les forêts

L'investissement et le commerce chinois ont des répercussions considérables sur les forêts africaines. Dans certains cas, ils ont engendré des emplois et revenus réguliers pour les communautés locales et contribué à une gestion convenable des forêts. Par contre, dans d'autres cas, les forêts en ont souffert et la vie des populations a fortement empiré.

L'investissement extérieur d'autres pays a les mêmes effets, mais l'activité à très grande échelle et croissante des sociétés chinoises en Afrique mérite qu'on y porte une attention particulière. La Chine achète plus de 75 pour cent des exportations de bois d'Afrique et est, à présent, l'importateur principal de bois d'œuvre de plusieurs pays africains. Les investissements chinois dans l'agroalimentaire, l'exploitation minière et l'infrastructure des forêts et zones boisées d'Afrique augmentent aussi.

Les investissements chinois dans l'utilisation des terres africaines affichent actuellement une croissance qui peut offrir aux décideurs de grandes possibilités de garantir que les communautés locales en tirent profit et d'accroître la durabilité de la foresterie en Afrique.

La nature de ces investissements est pourtant fort mal comprise. En apportant de meilleures preuves du caractère de ces engagements, en établissant des liens entre acteurs des deux côtés et en déterminant les écarts en matière de politique et de recherche, l'IIED et ses partenaires essaient d'améliorer la prise de décision à cet égard (voir encadré).



Profil du projet – Projet Chine-Afrique de gouvernance forestière

Géographiquement, le projet est axé sur le Cameroun, la République démocratique du Congo (RdC), le Mozambique, l'Ouganda et la Chine. L'IIED dirige le projet en œuvrant avec des équipes de praticiens sur place, dont les résultats antérieurs en matière de gouvernance sont forts, qui nouent le dialogue avec des entreprises chinoises concernant l'utilisation des terres et des politiques qui les affectent. Ces équipes sont dirigées par :

- l'Institut de recherche pour la politique et l'information en foresterie à l'Académie chinoise de foresterie et l'Institut environnemental mondial, Chine
- le Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun
- les Réseaux Ressources Naturelles, RdC
- Terra Firma, Mozambique
- la Coalition de défenseurs pour le développement et l'environnement, Ouganda
- le Fonds mondial pour la nature (WWF) international, Suisse

Les résultats prévus du projet sont : une capacité accrue de préparation des parties prenantes et de meilleures pratiques en matière de politique et d'investissement en Chine et en Afrique, qui favorisent une bonne gestion des ressources forestières et profitent aux hommes et aux femmes pauvres. Les réalisations prévues du projet sont :

- **preuve des contraintes et possibilités pour les ressources forestières dans une utilisation et un commerce productifs et résilients, générées et vérifiées par les parties prenantes concernées en Chine et en Afrique ;**
- **meilleure capacité et dialogue parmi les parties prenantes concernées, pour un investissement chinois dans l'utilisation productive et résiliente des terres africaines et un commerce durable des produits forestiers entre la Chine et l'Afrique ;**
- **Possibilités créées pour une politique et des pratiques d'investissement meilleures en Chine et en Afrique, et dans les processus internationaux majeurs, pour un soutien chinois dans l'utilisation productive et résiliente des terres africaines et un commerce durable des produits forestiers entre la Chine et l'Afrique.**

Le projet a débuté en juin 2014 avec le soutien de Ministère britannique pour le développement international, qui prendra fin en mars 2018.

Progrès accomplis à ce jour et stratégies possibles

Ce projet établit des preuves et une capacité de créer des possibilités visant à améliorer la politique et les pratiques des entreprises chinoises en faveur d'une utilisation durable des terres et d'avantages locaux au Cameroun, en RdC, au Mozambique et en Ouganda. Les partenariats du projet dans ces pays et en Chine ciblent les progrès avec la Plateforme d'apprentissage China-Afrique pour la gouvernance forestière (voir l'encadré), les Accords de partenariats volontaires (APV) pour progresser vers une meilleure gouvernance du commerce de bois, la diligence raisonnable et légalité des sociétés et vers de meilleurs investissements sur place.

- **Recherche et programmes sur les moyens d'améliorer les investissements chinois dans l'utilisation des terres en Afrique, vérifiés par procédure de la Plateforme et publiés.** Des produits de recherche importants, dont certains sont mentionnés dans la rubrique 'Bibliographie' ont été partagés avec un public clé dans chaque pays et sur le plan international, puis vérifiés par procédure de la Plateforme et publiés. La Plateforme a également permis aux parties prenantes africaines et chinoises d'élaborer ensemble des programmes spécifiques pour des améliorations en matière de politique et d'activité commerciale.

- **Mécanismes établis pour un engagement collectif avec des sociétés et bûcherons artisanaux chinois.** Quatre sociétés concessionnaires qui exportent du Cameroun vers la Chine poursuivent leur travail avec les partenaires du projet en vue d'améliorer leurs pratiques de durabilité. Avec le soutien du projet, une association chinoise des négociants en bois a également été créée avec plus de 20 membres du Cameroun et les pays environnants du Bassin du Congo. L'accent est mis sur la conformité légale de ses intentions et, plus important encore, l'association permet aux partenaires du projet d'entamer un dialogue ensemble directement avec un groupe de sociétés. Entre-temps, les présidents des associations de bûcherons artisanaux à Kinshasa et dans la province de Mai Ndombe en RdC ont pris des mesures visant à une meilleure légalité et durabilité des membres et à former de plus grands groupes titulaires qualifiés de concessions (une partie du bois d'œuvre produit par des bûcherons artisanaux est exporté vers la Chine). Les activités de renforcement des capacités et de collaboration sont en cours avec ces groupes. Au-delà du secteur forestier, l'IIED et le GEI collaborent également avec de grandes sociétés d'infrastructure chinoises pour une coopération et une amélioration de leurs impacts communautaires.
- **Apprentissage commun sur la transformation durable des produits forestiers.** Une conception partagée a été élaborée à propos du traitement durable possible des produits forestiers dans les pays du projet, avec un investissement chinois, et ce grâce à des visites d'études et un engagement sur place d'acteurs-clés avec la technologie de transformation du bois d'œuvre, des centres de traitement et des encadrements politiques chinois. Entre-temps, l'IIED et le WWF-Chine ont œuvré avec la société Mr Forest au Mozambique pour lancer des pratiques opérationnelles durables, et les directives gouvernementales chinoises ; et le WWF-Chine a soutenu un engagement communautaire associé afin de commercialiser des produits forestiers non ligneux.
- **Dialogue et engagements sino-ougandais de haut niveau sur l'investissement dans l'utilisation des terres en Ouganda.** Suite aux études effectuées par l'équipe du projet sur les questions de durabilité comme pratiquée actuellement par les sociétés chinoises dans les secteurs de la foresterie, l'agroalimentaire et routiers, une série de dialogues entre parties prenantes multiples a été entamée concernant les répercussions des investissements chinois sur les secteurs d'utilisation des terres et les solutions pour parvenir à leur durabilité. Des actions gouvernementales importantes – visant à empêcher les investissements sur les terres inappropriées et clarifier les stratégies clé favorisant des investissements plus sociaux et environnementaux – ont été annoncées. Une interaction soutenue a suscité deux grandes sociétés chinoises – dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la construction routière – à exprimer leur volonté d'adopter des propositions spécifiques du projet sur des mesures de responsabilité sociale et environnementale.

Contributions à la procédure de réforme des lois forestières au Mozambique. Des membres du projet continuent de participer activement aux procédures de réforme des lois forestières avec la possibilité d'éliminer progressivement le régime actuellement non durable de permis simples, éventuellement en lançant un nouveau format de concession pour les communautés, en transférant les responsabilités de respect des lois à une nouvelle agence et en créant un nouveau fonds national pour un développement durable, qui recevrait les revenus forestiers et les réinvestirait conformément à un programme 'Forêt sur pied'.

- **Coopération chinoise en matière de développement de la foresterie pour l'Afrique – perspectives réelles.** L'étude CAF de la coopération chinoise en matière de développement forestier sur le développement des ressources humaines en Afrique, effectuée pour le projet, a été incorporée au 13^e Plan quinquennal sur le Développement des ressources humaines en foresterie, financé et délivré par la SFA. Elle offre de réelles perspectives d'une aide chinoise pour les initiatives de gouvernance forestière en Afrique.

« Les investissements chinois ont atteint un niveau où nous ne pouvons plus ignorer la Chine en Afrique »

Ms Julian Barungi, Défenseurs pour la Coalition pour le développement et l'environnement, Ouganda

« Je réalise que nos amis africains suivent de près notre recherche. Jusqu'à présent, nous avons achevé et publié les directives pour le Mozambique ; ils aimeraient avoir des directives comme celles-ci pour d'autres pays également – lorsqu'elles sont approuvées par la Chine et les gouvernements africains, ils peuvent demander aux sociétés chinoises de les respecter »

Ms Li Ming, Chinese Academy of Forestry, Chine

Plateforme d'apprentissage Chine-Afrique pour la gouvernance forestière

La Plateforme d'apprentissage sino-africaine pour la gouvernance forestière a été lancée en 2013 et, jusqu'à présent, réunit des acteurs de gouvernance forestière – dont les chefs des ministères pour la foresterie – de huit pays africains, des représentants de l'Académie chinoise de la foresterie, le *Global Environmental Institute*, l'IIED, le WWF et plusieurs autres organisations internationales. Jusqu'en octobre 2017, la Plateforme a tenu quatre sessions internationales majeures d'apprentissage – deux en Chine, une au Cameroun et une au Mozambique. Les participants ont reconnu son succès jusqu'à ce jour en créant un dialogue ouvert et en planifiant un espace.

Au cours des rencontres de la Plateforme, le dialogue a révélé jusqu'à présent : des projets pour de nouvelles collaborations et un travail direct avec des sociétés chinoises ; une impulsion pour une coopération chinoise en développement pour les institutions dans le secteur forestier de l'Afrique ; et une détermination accrue du gouvernement chinois à préconiser davantage de diligence raisonnable de la part des sociétés. La Plateforme permet également d'interroger et de vérifier les conclusions de la recherche. Cette procédure accroît l'appropriation commune des conclusions, tandis que les partenaires et les participants invités aux activités de la Plateforme constituent un réseau efficace et effectif pour leur diffusion. Tandis que le Projet sino-africain de gouvernance forestière s'avère être jusqu'à présent le principal sympathisant de la Plateforme – d'autres organisations continuent d'accroître leur engagement, un bon présage pour sa durabilité.

Par la suite, le projet aidera à élaborer davantage la Plateforme et obtenir un engagement et un soutien approfondis de tierces parties dans ce mécanisme majeur pour faire progresser les partenariats forestiers sino-africains. Dans les pays ciblés, nous continuons à : œuvrer avec l'association chinoise des sociétés en Afrique, afin de permettre spécifiquement aux petites et moyennes entreprises d'améliorer leurs pratiques et établir un lien avec les initiatives d'approvisionnement en Chine ; engager les plus grandes entreprises qui approvisionnent le commerce du bois en Chine, vers une meilleure légalité et durabilité ; établir des mesures pratiques pour des accords de responsabilités sociales et environnementales accrues parmi les sociétés chinoises dans l'agroalimentaire, l'industrie minière et l'infrastructure ; faire progresser le travail avec les agences gouvernementales africaines en matière de réformes de la politique ; et soutenir l'action du gouvernement chinois pour de meilleures orientations et diligence raisonnable des sociétés chinoises, un meilleur système de vérification de la légalité du bois, un approvisionnement écologique et un soutien du secteur forestier en matière d'aide extérieure de la Chine.

Vos commentaires, idées et interaction avec d'autres initiatives sont très appréciés.

Personne à contacter : james.mayers@iied.org

Bibliographie

Mist clears on China in African forests. Longue lecture sur l'impact du travail de la Plateforme d'apprentissage sino-africaine pour la Gouvernance forestière (IIED, 2017) www.iied.org/mist-clears-china-african-forests

Investissement chinois dans les forêts d'Afrique : portée, tendances et politiques à venir Infographiques (IIED, 2016) pubs.iied.org/G04095/. Également publié en chinois pubs.iied.org/G04097/ et en français pubs.iied.org/G04099/

Pourquoi les forêts d'Afrique sont importantes pour ses populations, le monde et la Chine Infographiques (IIED, 2016) pubs.iied.org/G04092/. Également publié en chinois pubs.iied.org/G04096/ et en français pubs.iied.org/G04098/

L'impact des investissements chinois en RdC – document d'information (2016) pubs.iied.org/17382IIED/

Diagnostiques des pays par la Chine : commerce et investissement forestiers sino-africains : vue d'ensemble avec étude pour le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Mozambique et l'Ouganda (2016) pubs.iied.org/17585IIED/ Gouverner les forêts au Mozambique. Options pour une foresterie plus durable parmi les négociants en bois d'œuvre chinois et les partenaires du Mozambique (Duncan Macqueen and Mario Falcão, 2017) pubs.iied.org/17601IIED/

Répercussions socio-économique des Investissements agricoles chinois sur l'environnement et les moyens d'existence locaux en Ouganda (Ramathan Ggoobi and Julian Barungi, 2016) www.acode-u.org/Files/Publications/PRS_78.pdf

L'aide chinoise pour la foresterie africaine : progrès, difficultés et perspectives (Xu Bin, Chen Jie, Chen Shaozhi, Su Haiying, He Youjun, 2017) pubs.iied.org/17432IIED/

Le dragon et la girafe : la Chine dans les forêts africaines (James Mayers, 2015) pubs.iied.org/17302IIED/. Également publié en français pubs.iied.org/17302FIIED/ et en chinois pubs.iied.org/17302CIIED/

Opinions des Chinois sur les forêts africaines : preuve et perception des liens sino-africains qui ont un impact sur la gouvernance des forêts et les moyens d'existence (Sun Xiufang, Ren Peng and Marisa Van Epp, 2014) pubs.iied.org/17569IIED/

Page du Projet sino-africain de Gouvernance forestière <http://www.iied.org/china-africa-forest-governance-project>

Les Rapports pays pour le Cameroun, la Chine, la République démocratique du Congo, le Mozambique et l'Ouganda (en anglais, en chinois et en français), résumant les études diagnostiques par pays sur les questions de gouvernance forestière sino-africaine, sont accessibles sur le lien précédent.

Publié par l'IIED, octobre 2017

International Institute for Environment and Development
80-86 Gray's Inn Road, London WC1X 8NH, UK
Tel: +44 (0)20 3463 7399
email: info@iied.org
www.iied.org
@iied
www.facebook.com/theIIED

Télécharger d'autres publications sur www.iied.org/pubs

IIED is a charity registered in England, Charity No.800066
and in Scotland, OSCR Reg No.SC039864 and a company
limited by guarantee registered in England No.2188452.